

## Note de conjoncture 3 – Mars 2011

L'actualité des sondages, études et conférences

### **Alain Vermeersch**

15 mars 2011

---

#### **L'actualité des Sondages**

##### **Présidentielle**

Dominique Strauss-Kahn devancerait Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, selon un sondage CSA paru dans La Dépêche du Midi. Les autres possibles candidats socialistes n'accéderaient par contre pas au second tour de l'élection. Martine Aubry obtiendrait ainsi 22 % contre 24 % pour Nicolas Sarkozy et 23 % pour Marine Le Pen. Ségolène Royal obtiendrait 19 % contre 24 % pour Nicolas Sarkozy et 22 % pour Marine Le Pen, et François Hollande obtiendrait 18 % contre 24 % pour Nicolas Sarkozy et 22 % pour Marine Le Pen.

Selon l'Ifop pour France Soir (10/03), M. Le Pen serait reléguée en 3e position après le candidat PS et N. Sarkozy. DSK vient en tête avec 29 % suivi de N. Sarkozy (23%) et M. Le Pen (21%). F. Bayrou recueillerait 6 % des voix, E. Joly 5,5 % et J-L. Mélenchon 5 %. Si M. Aubry est candidate, elle obtiendrait 24 % à égalité avec N. Sarkozy et devant M. Le Pen (22 %). F. Hollande aurait 23 % des voix derrière N. Sarkozy (24%), mais devant M. Le Pen (22%).

Selon l'Ifop pour le JDD, avec 71% de Français mécontents, le chef de l'Etat dépasse Jacques Chirac. A quatorze mois de la présidentielle, il est minoritaire dans toutes les catégories sociodémographiques. "Cela veut dire que le remaniement forcé du début du mois n'a pas provoqué de rebond. Cela veut dire surtout qu'il est en baisse dans toutes les catégories sociodémographiques. Y compris les plus de 65 ans, ceux-là même qui ont largement contribué à son élection en 2007", analyse Frédéric Dabi, directeur de l'Ifop. Il n'y a guère que les sympathisants UMP qui le soutiennent encore, avec 74% contre 89% pour Fillon. Plus

préoccupant, les Français sondés par l'Ifop lui reprochent son manque de résultat sur le chômage et le pouvoir d'achat.

À quatorze mois de la présidentielle, 31 % des Français seulement portent un jugement favorable sur l'action du chef de l'État, selon le baromètre Ipsos-Le Point, soit 3 points de moins qu'au mois de février. En revanche, deux membres de la majorité tirent leur épingle du jeu malgré ce climat délétère : François Fillon et Alain Juppé. Selon notre baromètre, 48 % des Français ont une opinion favorable de l'action du Premier ministre. Quant à Alain Juppé, il effectue une percée de taille. 51 % des Français jugent favorablement son action, soit 8 points de plus qu'en février. La question taboue de l'opportunité d'une candidature de Nicolas Sarkozy pourrait bien venir sur le tapis après les cantonales, se demande Ipsos. Côté socialiste, DSK repasse en tête. Le patron du FMI arrive à la première place du palmarès des leaders politiques, il recueille 63 % d'opinions favorables. François Hollande se hisse à la 7<sup>e</sup> place du palmarès avec 48 % d'opinions favorables. La patronne du PS Martine Aubry arrive seulement en 12<sup>e</sup> position, avec 44 % d'opinions favorables. Pour son deuxième mois au classement en tant que présidente du Front national, M. Le Pen gagne sept places au palmarès des leaders politiques et atteint le 21<sup>e</sup> rang. 32 % des Français jugent son action favorablement.

### **Elections cantonales**

L'Ifop a publié une note d'analyse sur les perspectives du FN pour les cantonales. La faible participation au scrutin annoncée ne favorise pas le vote FN. Les plus de 60 ans devraient se rendre aux urnes à 60 % environ contre 30 % chez les moins de 35 ans. Et les catégories populaires dans des proportions deux fois plus importantes que les autres. 34 % souhaitent la victoire de la gauche. 72 % voteront en fonction des enjeux spécifiques à leur canton, contre 27 % pour des enjeux nationaux. Les principaux enjeux de ce scrutin sont: l'emploi (41%), les impôts (39%), le pouvoir d'achat (33%), la protection sociale (31%) et la sécurité (30%). 21% voient l'immigration comme un sujet clé de ces élections. Le FN sera présent dans 1450 cantons contre 1850 en 2004. Le score national s'en trouvera mécaniquement affecté.

Selon un sondage Harris Interactive/Le Parisien/LCP - Public Sénat paru ce mardi, la gauche arrive en tête des intentions de vote pour le premier tour des élections cantonales. 32% des personnes interrogées se prononcent en faveur d'un candidat de gauche (Parti socialiste, RDG et Divers Gauche), contre 28% pour la droite (UMP, NC, Majorité, Divers Droite). Le Front national arrive en 3<sup>e</sup> position avec 15% des intentions de vote, devant le Front de gauche (10%), les écologistes (9%), loin devant le MoDem qui n'est crédité que de 2% des suffrages.

**Le tableau de bord politique Ifop pour Paris Match** montre que N. Sarkozy régresse encore 31 % approuve son action (34% en février). 30 % de ses anciens électeurs de 2007 désapprouvent son action. 57 % pensent qu'il défend bien les intérêts de la France à l'étranger (-8). F. Fillon est stable avec 51 % d'opinions favorables. 58 % estiment qu'il dirige bien l'action de son gouvernement en baisse de 7 pts. 39 % seulement pensent que l'opposition ferait mieux. Les événements les plus remarquables par les Français sont la contestation en Libye (72%), l'augmentation du prix du gaz (71%), le remaniement ministériel (61%). A moins deux semaines des cantonales, le taux de conversation s'élève un peu, 28% (+10) mais reste très loin des régionales (50%).

**Front National** : 28% des Français (+6 points) sont d'accord avec les idées du Front national, alors que 61% n'y adhèrent pas, soit un recul de 11 points, selon un sondage TNS Sofres pour la matinale de Canal+ diffusé mardi. Selon ce sondage sur l'adhésion aux idées du Front national, 6% sont tout à fait d'accord (+3 par rapport à janvier 2011), 22% assez d'accord (+3). Depuis 2000 où la désapprobation des Français atteignait 80%, il s'agit avec 61% de la proportion la plus basse. En revanche, avec 28% de Français d'accord avec les idées du FN, on retrouve le niveau de mai 2002, lorsque Jean-Marie Le Pen s'était qualifié pour le second tour de la présidentielle. Marine Le Pen, leader du Front national, est aux yeux de 46% des sondés plutôt la représentante d'une extrême droite nationaliste et xénophobe (=) et pour 38% (+1) plutôt celle d'une droite patriote attachée aux valeurs traditionnelles.

**Selon LH2 pour le Nouvel Observateur, près de 2 Français sur 3 estiment que la France n'a pas eu des réactions adaptées au printemps arabe.** Pour 63 % des Français, ces contestations représentent un progrès pour la démocratie plutôt qu'une menace. Pour Erwan Lestrohan, « Alors que des risques de « flux migratoires incontrôlables » ont été invoqués par N. Sarkozy comme une possible conséquence des soulèvements dans le monde arabe, les Français considèrent très majoritairement ces mouvements comme une chance, un progrès pour la démocratie. En retrait, seuls 30 % jugent que ces contestations sont une menace. On retrouve parmi les individus manifestant le plus de bienveillance à l'égard des mouvements de contestation les jeunes et les populations au capital économique et/ou culturel important. Au global, l'opinion française apparaît majoritairement bienveillante à l'égard de mouvements qui ne sont considérés comme une menace que par une population minoritaire et ciblée. La sympathie des Français à l'égard des révoltes du monde arabe tout comme leur défiance vis-à-vis des réactions de la France à ces phénomènes montre l'étendue de la distance entre les Français et la politique menée par le gouvernement sur le plan international et valident la nécessité d'une révision en profondeur de son action diplomatique. »

**Le Baromètre du Moral des Salariés Ipsos/Logica Business Consulting réalisé pour Altedia et les Echos dresse un panorama pessimiste de l'état d'esprit des salariés.** Même s'ils se déclarent toujours intéressés et motivés par leur métier, on relève des niveaux de stress (35% des sondés) et d'inquiétude (25%) importants, notamment dans les plus grandes entreprises. Des cadres aux ouvriers, dans tous les secteurs d'activités, la crise économique a laissé des traces. Plus de quatre salariés sur dix pensent qu'ils connaîtront une période de chômage dans les prochaines années, et près de six sur dix considèrent qu'ils auront du mal à retrouver un emploi. Quelques enseignements:

1. Les salariés français semblent plutôt sereins sur la situation économique actuelle de leur entreprise : Près de 4 salariés sur 10 affirment que l'activité de leur entreprise se maintient. 71% d'entre eux pensent que le plus gros des destructions d'emploi dans l'industrie est encore devant nous et qu'elles vont se poursuivre.
2. Près de 4 salariés sur 10 sont pessimistes et estiment qu'ils connaîtront le chômage dans les années à venir : la crise a laissé des stigmates. 41% des personnes travaillant en entreprise prévoient qu'ils rencontreront une période de chômage.
3. Des salariés sceptiques ou pragmatiques sur les mesures qui pourraient être mises en place pour éviter les destructions d'emploi : si une très forte majorité estime qu'il serait acceptable *d'abaisser le niveau de rentabilité des entreprises exigées par les actionnaires* (87%), seulement 38% estiment que cette mesure est réaliste. *La modération des salaires* est très majoritairement rejetée (66%).
4. Les salariés sont très partagés sur l'action de leurs dirigeants pendant la crise : globalement, ils considèrent majoritairement qu'ils ont permis de sauvegarder l'emploi (55%). Mais ce sont surtout les salariés des petites entreprises qui sont les plus positifs sur leurs dirigeants (63% de ceux travaillant dans des structures de moins de 50 salariés)
5. Leur opinion sur les niveaux de rémunération des patrons est aussi très partagée : environ un tiers des salariés estime qu'elles sont excessives (35%), un autre tiers les considère élevées mais pas excessives (36%) et moins d'un tiers pense qu'elles ne sont pas si élevées que cela (27%).
6. Des salariés qui disent perdre en motivation et être de plus en plus stressés : certes, ils se disent massivement très intéressés par leur travail (80%), qu'ils travaillent en entreprise ou dans la Fonction Publique. Le stress est même le principal sentiment éprouvé par les personnes travaillant dans des entreprises de 1000 salariés et plus (41%). La situation est de moins en moins supportée par les salariés : ils ont le sentiment que la situation économique s'améliore mais que les augmentations salariales restent bloquées.
7. Les salariés de la fonction publique rejettent très majoritairement la RGPP.

8. Les salariés perçoivent une forte dégradation de la situation des seniors : les salariés estiment qu'il leur est plus difficile qu'il y a dix ans de rester motivés.
9. Les jeunes candidats à l'embauche souffrent d'une image négative auprès d'une partie de la population salariée : moins d'un salarié sur deux considère qu'un senior qui quitte l'entreprise, c'est la possibilité pour un jeune d'être embauché (47%).

**En mars, 77 % des Français expriment leur défiance sur l'avenir économique du pays selon BVA pour Challenges et BFM (10/03).** Pour les sympathisants de droite, la défiance atteint 63 %. Selon Gaël Sliman, « Les troubles dans le monde arabe conjugués aux errements de l'exécutif sur le régalien (affaires étrangères, justice et sécurité) explique sans doute le désarroi ». « La hausse des prix de l'énergie incite les Français à anticiper la réduction de nombre de leurs dépenses ». Plus de 60 % annoncent qu'ils se « serreront la ceinture » pour les loisirs (64%), les vacances (66%).

---

## Études et rapports

**La mission d'information du Sénat sur la réindustrialisation est dans l'impasse.**

Alors qu'elle devait rendre son rapport le 9 mars, on apprend qu'il faudra attendre un mois de plus pour connaître ses pistes pour relancer l'industrie en France. La cause de ce retard résiderait selon Localtis dans des dissensions entre certains sénateurs lors de la dernière réunion le 8 mars. Les principaux points d'achoppement seraient le poids de la précarité dans l'emploi industriel, le rôle donné aux régions et la question du coût du travail.

### **Industrie : La production rebondit mais pas l'emploi**

La production du secteur manufacturier a progressé de 1,8 % en janvier, grâce à un fort rebond de la demande en matériaux de construction (+7.9 %). L'activité augmente aussi fortement dans la chimie (+2.7 %) ou dans les équipements électriques (+3.5 %). Alors que le reste de l'économie française recrée des emplois, l'industrie a continué à détruire 8 400 emplois au quatrième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2010, la perte nette s'élève à 59 000 postes selon Pôle emploi. Le nombre d'employés dans le secteur a ainsi atteint un nouveau plus bas historique avec 3,036 millions de français salariés de l'industrie.

Des économistes français sont davantage optimiste depuis quelques semaines. Il y a d'abord eu le livre de Michel Godet, « *Les Bonnes nouvelles des conspirateurs du futur* ».

Cette semaine c'est au tour de « les trente glorieuses sont devant nous », de Karine Berger, la chef économiste d'Euler Hermès, et Valérie Rabault. Finie la théorie du déclin de la France et de l'occident face à la puissance chinoise. Dans les semaines à venir, Jean-Hervé Lorenzi devrait publier « *le fabuleux destin d'une puissance intermédiaire* ».

**Selon l'Insee (10/03), l'emploi salarié a progressé de 0,2 % au 4e trimestre 2010.** Sur l'année, 124 600 emplois ont été créés dans le secteur marchand. Reste que le recul de l'emploi est notable dans l'industrie, alors qu'il reprend dans le secteur des services.

**Pourquoi la modération salariale reste-t-elle à l'ordre du jour alors que les profits du CAC 40 s'envolent ?** Selon La Tribune, d'abord parce que pour certains secteurs et certaines sociétés, la crise n'est pas terminée ou la reprise encore trop lente. Ensuite parce que les dirigeants économiques et politiques craignent ce que le président de la Banque centrale européenne, la BCE, Jean-Claude Trichet, appelle un "effet de second tour" : une hausse des salaires venant nourrir l'inflation dans un cercle vicieux. Les déclarations du gouvernement sur le sujet sont d'ailleurs assez discordantes entre un ministre du Travail, Xavier Bertrand qui appelle à une "révolution des salaires" - des innovations en matière de participation seraient à l'étude - et une ministre de l'Economie C. Lagarde qui estime qu'il ne faut augmenter les salaires que s'il y a augmentation de la productivité. Et en France, qui dit augmenter la productivité dit souvent... supprimer des emplois.

**En 2010, les profits des sociétés du CAC 40 ont quasiment doublé, à 83 milliards d'euros.** Les chiffres d'affaires, aussi, ont augmenté. Et les dividendes devraient progresser, selon le pointage de Ricol Lasteyrie pour les Echos (10/03).

**L'enquête de l'Insee contredit le rapport COE-Rexecode sur le coût horaire du travail** en France par rapport à l'Allemagne. Pour l'industrie manufacturière, les coûts seraient équivalents: 33,16 € pour la France, contre 33,37 € outre-Rhin. Ces chiffres réactualisés étaient publiés, selon les Echos (01/03), le jour même où le président de l'Union européenne présentait un pacte de compétitivité entre les pays de la zone euro, prévoyant le respect d'une série d'indicateurs. Pour B. Thibault ce pacte vise « partout à faire payer les conséquences de la crise aux salariés en s'attaquant à leurs droits en matière de retraite, de salaires, de temps de travail et de budget public ».

**Le rapport de la Cour des comptes sur les prélèvements fiscaux et sociaux en Allemagne et en France** montre qu'ils sont supérieurs en France de 3 points à

celui de l'Allemagne. La Cour relève en particulier l'enjeu qui s'attache à un allègement du coût du travail dans une stratégie de compétitivité. le poids important de la fiscalité.

**La Confédération européenne des syndicats a écrit un courrier aux dirigeants de l'UE contestant le pacte de compétitivité.** Il souligne « Ne l'oublions pas, ce ne sont pas les salaires qui sont à l'origine de cette crise, ce sont les banques. Elles ont spéculé au lieu de soutenir l'économie réelle tout en alimentant les boom des actifs avec une croissance excessive des crédits, ce qui a engendré une dette insoutenable pour le secteur privé. »

**Sur la période 2000-2010, la croissance économique s'est de plus en plus différenciés selon les régions.** C'est que montre l'étude du cabinet d'analyse économique et de conseil Asterès. Ce sont les régions les plus industrielles, en première ligne face à la mondialisation et à la concurrence des pays émergents, qui en ont ressenti les plus lourds effets. Certains de ces territoires régionaux ont accusé des baisses de PIB d'environ 4 %. C'est le cas de la Franche-Comté, de la Lorraine et de la Picardie. (Les Echos 09/03).

**Le bureau d'évaluation du FMI publie un rapport dans lequel il démontre comment l'idéologie libérale l'amenée à négliger la montée des risques dans la finance internationale.** Il écrit « L'opinion dominante au sein des services du FMI était que la discipline et l'autorégulation du marché suffiraient à écarter tout problème majeur des institutions financières. Toujours selon la pensée dominante, les crises étaient peu probables dans les pays avancés » Mais certains économistes signalent depuis au moins 2006 qu'une crise était possible. Mais là, nous dit le rapport, il valait mieux filer droit, car « plusieurs cadres dirigeants et membres des services du FMI ont estimé que l'affirmation d'opinions dissidentes peut nuire à une carrière ». Le FMI n'a pas vu venir la crise parce qu'un ultralibéralisme autoritaire y faisait régner sa loi.

**Selon une note du Centre d'analyse stratégique, l'impératif écologiste exige,** d'une part, des innovations technologiques et, d'autre part, des changements de comportement individuel et collectif. Or, si les avancées scientifiques et techniques actuelles sont indéniables, « l'avènement éco-citoyen » est plus hypothétique. Le passage des bonnes intentions aux actes écologiques se révèle complexe.

**L'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé édite une étude intitulée « Réduire les inégalités sociales en santé ».** Il prévient « Seule alternative pour réduire ces écarts (de santé): agir pour modifier les « causes des

causes » qui sont responsables des inégalités sociales de santé » De même, la notion de classes sociales est prise en compte. On peut lire « ces inégalités se traduisent notamment en France par une forte surmortalité chez les travailleurs manuels. Indicateur inquiétant: elles ont tendance à augmenter depuis 20 ans. »

---